

« C'est insuffisant » : le blocus ternit le retrait de Cuba de la liste des »parrains du terrorisme



Le gouvernement américain, toujours dirigé par le démocrate Joe Biden, a décidé de retirer Cuba de la liste des « pays qui soutiennent le terrorisme », une mesure imposée pendant le mandat de Donald Trump, qui reviendra à la Maison-Blanche dans quelques jours. Des experts se sont entretenus avec Sputnik sur les implications de cette mesure.

Guillermo Suárez Borges, maître en sciences sociales et chercheur au Centre de recherche en politique internationale (CIPi), estime que cette détermination est « essentiellement un acte de justice ». L'expert a rappelé que la réinsertion de la plus grande des Antilles dans cette liste a eu lieu dans les derniers jours de l'administration Trump (2017-2020).

Le spécialiste a souligné, à propos de cette décision, le caractère illégal du maintien de Cuba sur la liste. Il a rappelé qu'en janvier 2020, l'inclusion de l'île avait été justifiée en raison de son rôle dans le processus de paix en Colombie.

« La Havane a travaillé très dur pour atteindre cet objectif, bien qu'il soit encore loin d'être réalisé », a déclaré M. Suárez Borges.

Selon M. Suárez Borges, le fait d'être classé parmi les pays qui soutiennent prétendument le terrorisme - la liste comprend également la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie - a des conséquences mondiales, car « dans presque tous les territoires du monde, il est impossible d'effectuer des transactions financières ou des négociations ».

Outre le retrait de Cuba de cette liste, la décision prévoit l'utilisation de la prérogative présidentielle pour empêcher les actions devant les tribunaux américains contre les poursuites engagées en vertu du titre III de la loi Helms-Burton et l'élimination de la liste des entités cubaines soumises à des restrictions, avec lesquelles les transactions bancaires étaient interdites.

« Il s'agit de dispositions qui vont dans la bonne direction, mais il reste encore de nombreux instruments en vigueur qui sont très nuisibles et qui comprennent la persécution des opérations financières, les livraisons de carburant, les campagnes contre la collaboration médicale cubaine à l'étranger et, bien sûr, le blocus économique », a-t-il déclaré.

L'inscription de Cuba sur la liste

Le 11 janvier 2021, quelques jours avant la fin du premier mandat de M. Trump, son gouvernement a décidé d'ajouter Cuba à la liste pour, entre autres, son soutien au président vénézuélien Nicolás Maduro et le refus de La Havane d'extrader les chefs de la guérilla colombienne.

Des années plus tôt, lors de son second mandat, le président Barack Obama avait retiré l'île de la liste - établie par le département d'État - lorsque les deux pays avaient entamé un processus de normalisation des relations diplomatiques, qui comprenait l'ouverture d'ambassades et la signature de plusieurs accords.

« En 2021], il y a eu un moment politiquement différent, où l'île a fait face à des actions coercitives promues par Washington, fondamentalement soutenues par des fonctionnaires contre la promotion de liens cordiaux, et qui ont continué, même pendant la période de pandémie, où le tourisme a été fermé et les dépenses sociales ont augmenté, entre autres questions, en raison de la production de ses propres vaccins », a déclaré le chercheur.

Ainsi, selon Suárez Borges, la mesure prise par le chef de l'État républicain au crépuscule de son mandat présidentiel « porte une grande responsabilité dans la crise économique actuelle de la plus grande des Antilles ».

Une mesure insuffisante ?

Hassan Pérez Casabona, chercheur et professeur à l'Université de La Havane (UH), a déclaré à Sputnik qu'en principe, il s'agit d'une décision correcte car « la performance de Cuba en matière de promotion de la paix est exemplaire et, en même temps, il n'y a jamais eu un seul événement qui ait justifié sa présence sur la liste ».

Il est également titulaire d'un doctorat en sciences historiques et ajoute que cette mesure s'est ajoutée à l'imposition de plus de 240 sanctions unilatérales par l'administration Trump depuis 2017 « qui ont eu un impact très négatif sur l'économie cubaine, la vie dans notre pays et la société dans son ensemble ».

Cependant, selon lui, « il faut souligner que c'est également insuffisant parce que le blocus reste un réseau complexe, tout un échec de décisions, de sanctions et de mécanismes punitifs visant à briser la Révolution cubaine ».

Il a également apprécié la non-activation du titre III de la loi Helms-Burton - qui permet aux Cubano-Américains de réclamer à l'île une compensation pour les biens expropriés depuis 1959 - ce que M. Trump a fait pendant son mandat. Aucun président depuis 1996, sous l'administration de Bill Clinton, n'avait fait appel à cette loi.

« Je pense que cette décision a également été influencée par le tollé international de l'opinion publique, des dirigeants d'Amérique latine et d'ailleurs, et des mouvements de solidarité. Mais ce sont des décisions limitées, nous devons donc redoubler d'efforts pour que le blocus, une politique criminelle et génocidaire, soit complètement renversé », a-t-il déclaré.

Il a ajouté qu'après l'arrivée de Trump à la Maison Blanche, « il est très probable qu'ils essaieront de concevoir de nouveaux prétextes et astuces, encore plus graves ; [par exemple] de codifier la question du terrorisme ou toute autre norme et de lui donner une dimension juridique afin qu'elle ne puisse pas être révoquée dans les administrations futures ».

Selon lui, la décision d'aujourd'hui montre qu'« il n'y aurait pas dû y avoir d'inaction au cours de ces quatre années, car Washington avait suffisamment de preuves pour nous retirer plus tôt ». Chaque fois qu'il y a une nouvelle comme celle-ci, un acte qui, dans une large mesure, donne raison à la justice, nous devons nous en féliciter et procéder à une analyse complète dans une perspective critique correspondante ».

Dans le même ordre d'idées

Pour sa part, le professeur Luis René Fernández Tabío, chercheur au Centre de recherche en économie internationale de l'Université de La Havane, a déclaré à Sputnik qu'il semble que l'administration Biden « paie Trump de la même pièce en retirant Cuba de la liste tant rejetée ».

Il en va de même pour la section de la loi Helms-Burton, « qui a permis aux entreprises étrangères impliquant des propriétés nationalisées depuis 1959 d'être portées devant les tribunaux américains ». Selon le spécialiste, il s'agit d'une décision appropriée, mais « extrêmement tardive », compte tenu de la proximité de l'investiture du représentant républicain.

« Le scénario le plus probable est que l'administration Trump rétablisse sa politique d'inscription de Cuba sur la liste injuste et unilatérale et reconnaisse à nouveau le titre III. Il est clair que les membres de la droite d'origine cubaine occupant des postes clés en matière de politique étrangère, comme le futur secrétaire d'État Marco Rubio, seront favorables à l'annulation de ces changements par l'administration actuelle », a-t-il déclaré.

Dans un communiqué publié le 14 janvier, le ministère des Affaires étrangères de la plus grande des Antilles a reconnu qu'il s'agit d'une décision « conforme aux appels larges, insistants et répétés de nombreux gouvernements, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes, de Cubains vivant à l'étranger, d'organisations politiques, religieuses et sociales, et de personnalités politiques aux États-Unis et dans d'autres pays ».

Il a souligné que, néanmoins, la guerre économique demeure et entrave le développement et la reprise de l'économie de l'île, avec un coût humain élevé pour la population, et reste l'un des principaux facteurs qui stimulent la migration.

« Il aurait dû se matérialiser il y a des années, comme un acte élémentaire de justice, sans rien exiger en retour et sans fabriquer des prétextes pour justifier l'inaction, si l'on voulait agir correctement », a-t-il estimé.

(Source Sputnik)

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/374149-cest-insuffisant-le-blocus-termit-le-retrait-de-cuba-de-la-liste-des-parrains-du-terrorisme>



Radio Habana Cuba